

Conseil Communautaire du mercredi 18 décembre 2019

Délibération n° 20

Opposition à la délégation de compétence eau/assainissement

Date de la convocation : le 28 novembre 2019

Nombre de conseillers en exercice : 133

Présents :

M. Gérard TREMEGE
M. Patrick VIGNES
Mme Josette BOURDEU
M. Fabrice SAYOUS
Mme Fabienne LAYRE CASSOU
M. André BARRET
M. Gérard CLAVE
M. Denis FEGNE
M. Marc BEGORRE
Mme Valérie LANNE
M. Jacques LAHOILLE
M. André LABORDE
M. Jean-Claude PIRON
M. Jean-Christian PEDEBOY
Mme Christiane ARAGNOU
Mme Anne-Marie ARGOUNES
M. Jean-Marc BOYA
M. Jean BURON
M. Jean-Louis CRAMPE
M. Gilles CRASPAY
Mme Ginette CURBET
Mme Andrée DOUBRERE
M. Michel DUBARRY
M. Jacques GARROT
M. Christian LABORDE
Mme Evelyne LABORDE
Mme Yvette LACAZE
M. David LARRAZABAL
M. Jean-Claude LASSARRETTE
M. Jean-Michel LEHMANN
M. Roger LESCOUTE
M. Alain LUQUET
M. Ange MUR
Mme Evelyne RICART
M. François RODRIGUEZ
M. Jean-Michel SEGNERE
M. Alain TALBOT
M. Francis TOUYA
M. Guy VERGES

M. Jean-Christian AMARE
M. Jean-Pierre BALESTAT
Mme Marie-Paule BARON
M. Philippe BAUBAY
M. Michel BONZOM
M. Francis BORDENAVE
M. Serge BOURDETTE
M. Lucien BOUZET
Mme Elisabeth BRUNET
M. François-Xavier BRUNET
M. Jean-François CALVO
Mme Anne CANDEBAT REQUET
Mme Danielle CARCAILLON
M. Rémi CARMOUZE
M. Jean-Noel CASSOU
M. Philippe CASTAING
M. Jean-Claude CASTEROT
Mme Marie-Françoise CRANCEE
Mme Annette CUQ
M. Pierre DARRE
M. Daniel DARRE
M. Denis DEPOND
Mme Suzan DUCASSE
M. Jean-Marc DUCLOS
Mme Christiane DURAND
Mme Martine FOCESATO
M. Joseph FOURCADE
M. Jean-Pierre FRECHIN
M. Jean-Bernard GAILLANOU
M. Alain GARROT
Mme Simone GASQUET
M. Charles HABAS
M. Paul HABATJOU
M. Jean-Marc LACABANNE
M. Bernard LACOSTE
M. Charles LACRAMPE
M. Paul LAFAILLE
M. Pierre LAGONELLE
M. René LAPEYRE

M. Claude LESGARDS
M. Pierre MONTOYA
Mme Chantal MORERA
Mme Madeleine NAVARRO
M. Yves PIETTE
Mme Marie PLANE
M. Eugène POURCHIER
Mme Danielle RENAUD
M. Michel RICAUD
Mme Claudine RIVALETTO
M. Michel SAJOUX

M. Roger SEMMARTIN
M. Jacques SEVILLA
M. Robert SUBERCAZES
M. Jean-Marie TAPIE
M. Laurent TEIXEIRA
M. Jean TOUYA
M. Christian ZYTYNSKI
M. Philippe JOUANLOU
M. Patrick PEY
Mme Christelle COATRINE

Excusés :

M. Marc GARROCC
Mme Myriam MENDES
M. Jean-François DRON
Mme Céline ROULET
M. Yannick BOUBEE donne pouvoir à M.
Christian ZYTYNSKI
M. Roger-Vincent CALATAYUD donne
pouvoir à M. Gérard TREMEGE
M. Emmanuel DUBIE donne pouvoir à M.
Fabrice SAYOUS
M. Serge DUCLOS donne pouvoir à M.
Daniel DARRE
Mme Geneviève ISSON donne pouvoir à M.
Philippe BAUBAY
Mme Michèle PHAM-BARANNE donne
pouvoir à M. Jean-Bernard GAILLANOU
Mme Marie-Pierre VIEU donne pouvoir à M.

Pierre MONTOYA
M. Bruno VINUALES donne pouvoir à M.
Jean-Claude PIRON
Mme Marie-Antoinette CASSAGNE
RODRIGUEZ donne pouvoir à M. Eugène
POURCHIER
M. Jean-Louis CAZAUBON donne pouvoir
à M. Francis TOUYA
M. Michel FORGET donne pouvoir à M.
Laurent TEIXEIRA
M. Romain GIRAL donne pouvoir à Mme
Anne-Marie ARGOUNES
Mme Sylvie MARCHE donne pouvoir à M.
Jean-Michel LEHMANN
Mme Florence GASSAN donne pouvoir à
Mme Marie-Françoise CRANCEE

Absent(s) :

M. Jean-Claude BEAUQUESTE
M. Michel AUSINA
M. Philippe SUBERCAZES
Mme Elisabeth ARHEIX
M. Jean-Pierre ARTIGANAVE
Mme Marie-Suzanne CAMPAGNOLLE
M. Yves CARDEILHAC
M. Georges CASTRES

M. Laurent DUBOUIX
M. Jean-Michel DUCLOS
M. Francis LAFON PUYO
M. Vincent MASCARAS
M. Laurent PENIN
M. Paul SADER
Mme Maryse VERDOUX
M. Maxime LAFFAILLE

Rapporteur : M. PIRON

Objet : Opposition à la délégation de compétence eau/assainissement

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.5211-17 et L.5216-6,
Vu l'article 66 de la Loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe),
Vu l'article 5 de la petite loi relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique adoptée par l'Assemblée Nationale,
Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes,

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20191218-CC181219_20-DE
Date de télétransmission : 23/12/2019
Date de réception préfecture : 23/12/2019

des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-Adour-Echez, du Montagu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric.

EXPOSE DES MOTIFS :

L'article L 5211-17 du CGCT dispose que la communauté d'agglomération est substituée de plein droit, pour les compétences qu'elle exerce, aux syndicats de communes ou aux syndicats mixtes inclus en totalité dans son périmètre, ce qui entraîne leurs dissolutions.

Dans notre ressort, six syndicats sont concernés par cette disposition : trois sur la compétence eau et trois sur la compétence assainissement.

Il s'agit du SIAEP des Cotes de Bourréac et Miramont, du SIAEP des Trois Vallées, du SIAEP du Canton de Tarbes Sud, du SIVU Baronnie des Angles, du SIA Adour Echez et du SIA Adour Alaric.

Fort de ce texte, le travail qui a été mené par le Cabinet Cogite et les services, a intégré ces syndicats dans la prospective financière et tarifaire et a aussi prévu l'intégration des 3 agents dans le futur service.

Cependant, le projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique voté à l'Assemblée Nationale et issu de la Commission Mixte Paritaire dispose que par dérogation à l'article L.5216-6 du CGCT les syndicats compétents en matière d'eau et d'assainissement, existant au 1^{er} janvier 2019 et inclus en totalité dans le périmètre de la communauté d'agglomération **sont maintenus jusqu'à 6 mois suivant la prise de compétence.**

Il est prévu qu'au cours de ces 6 mois la communauté d'agglomération délibère sur le principe d'une délégation.

Dans un note de la DDFIP qui nous a été communiqué, il est mentionné que le report jusqu'à 6 mois ne paraît pas exclure la possibilité d'une dissolution de ces syndicats au 1 janvier 2020 si l'EPCI se prononce contre le principe d'une délégation de ces compétences.

Après avoir pris l'attache des Présidents de ces structures et si le texte est adopté par le Parlement dans la rédaction issue de l'accord trouvé en Commission Mixte Paritaire, il est proposé au Conseil Communautaire de se prononcer contre le principe d'une délégation de compétence de façon à pouvoir dissoudre les syndicats cités supra pour le 1 janvier 2020.

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 : de s'opposer à la délégation de compétence eau aux SIAEP des Cotes de Bourréac et Miramont, du SIAEP des Trois Vallées et du SIAEP du Canton de Tarbes Sud.

Article 2 : de s'opposer à la délégation de compétence assainissement aux SIVU Baronnie des Angles, du SIA Adour Echez et du SIA Adour Alaric.

Article 3 : de demander à M le Préfet de prendre les arrêtés de dissolution de ces structures pour le 1 janvier 2020.

Accusé de réception en préfecture 065-200069300-20191218-CC181219_20-DE Date de télétransmission : 23/12/2019 Date de réception préfecture : 23/12/2019
--

Article 4 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement le Premier Vice-président à prendre toutes dispositions pour l'exécution de cette délibération.

à la majorité avec 109 voix pour et 4 ne participant pas au vote

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.